RAPPORT DE LA PRESIDENTE: GROUPE DE SPECIALISTES DE L'ELEPHANT AFRICAIN

Holly T. Dublin

WWF Regional Office, PO Box 62440, Nairobi, Kenya

Réunion au Kruger

Du 4 au 11 février 1996, le groupe des Spécialistes de l'Eléphants Africain (GSEAf) a réuni ses membres au Parc National Kruger, en Afrique du Sud. Près de trois quarts des membres du Groupe étaient présents. Ce fut une réunion mémorable à plus d'un titre. Au point de vue technique, des membres venus de tout le continent ont présenté des mises à jour sur de sujets tels que les translocations d'éléphants, la prévention de l'attaque des récoltes par les éléphants, l'absence de défenses, la dynamique des populations d'éléphants de savane et de forêt, les résultats des nouvelles recherches, l'impact des éléphants sur les habitats et les progrès de la recherche sur la contraception chez les éléphants. On a expliqué au Groupe le statut actuel des stocks croissants d'ivoire sur le continent et les menaces que pose leur sécurité. Nous avons écouté avec un sentiment d'mquiétude et de frustration les rapports d'Afrique centrale au sujet de la reprise du braconnage et du trafic d'ivoire d'éléphant, de la législation et du système judiciaire inadéquats, accentués par une corruption massive et un manque désespéré des ressources nécessaires pour que le gouvernement lutte contre ces problèmes. D'autre part, nous avons entendu les récents succès emportés par le projet ELESMAP qui mène depuis quelques mois une étude régionale, transfrontaliére, des populations d'éléphants en Afrique australe.

La réunion a consacré une journée à aider l'administration des Parcs Nationaux sudafricains à réviser sa politique de gestion des éléphants pour le Parc National Kruger. La critique très importante exprimée par le public tant local qu'international à l'encontre de la politique de culling au Kruger, a obligé l'administrations des Parcs à revoir sa politique de gestion du parc qui contient environ 80% des éléphants d'Afrique du Sud.

Le personnel de l'administration des Parcs a revu l'historique et l'évolution de sa politique de gestion. D'autres orateurs invités ont présenté des articles généraux qui on pu constituer une base solide pour les discussions qui ont suivi. Les orateurs ont aussi donné des aperçus sur les mesures de l'impact des éléphants sur la biodiversité, définissant les "densités préférentielles de gestion" à l'intérieur des aires protégées, compte tenu des effets individuels et synergiques des feux, des éléphants, de l'apport artificiel d'eau et des chutes de pluie sur la dynamique de la végétation. Les discussions se sont poursuivies toute la journée, sur le rôle de la recherche et de son interface avec la gestion, dans la formulation, 1' adaptation et 1' application de la politique du Kruger dans le futur. Nous espérons bien sûr qu'en accord avec sa mission de fournir des conseils techniques judicieux, le GSEM a pu contribuer de façon positive au processus de prise de décision de l'administration des Parcs qui est encore en cours au moment où nous mettons sous presse.

Les groupes de travail ont consacré une autre journée à cinq domaines clés: le braconnage et le trafic d'ivoire, la perte d'habitat, la surpopulation locale des éléphants, les conflits hommes-éléphants et le statut des populations d'éléphants. Ces discussions devaient fournir un support actif du Groupe à la mise au point d'un projet de document, en renforçant le choix des priorités pour la conservation des éléphants en Afrique. En y incorporant les changements et les améliorations suggérées au cours de la réunion et après, ce document constituera bientôt un second avant-projet. On espère qu'il deviendra finalement un document de travail du GSEAf et servira utilement aux gestionnaire et aux preneurs de décisions pour les éléphants de tout le continent.

Parmi ses recommandations, le groupe de travail a suggéré la création d'un organe chargé de récolter les données sur les conflits hommes-éléphants, de rassembler toutes les informations sur ce sujet et d'examiner en profondeur les problèmes et les solutions associés à ces conflits. Cet organe chargé des problèmes de conflits sera dirigé, à sa demande, par Richard Hoare dont Ia vaste expérience en ce domaine, acquise en travaillant au Zimbabwe, sera certainement très précieuse.

Les points forts de la réunion, ainsi qu'une sélection d'articles, seront publiées dans le numéro 22 de *Pachyderm*.

Une session plénière sur les différentes options en matière de gestion des éléphants, à l'intérieur et à l'extérieur des aires protégées, a **été** suivie de discusions dans deux groupes de travail. Elles ont apporté un cadre pour la prise de décisions quant aux options de gestion des éléphants dans différents environnements, avec des politiques différentes, des problèmes différents, spécialement en ce qui conceme les habitats de savane et de forêt.

Il y eut aussi pendant le réunion des discussions techniques sur les nouvelles catégories de la Liste Rouge des menaces dressée par l'UICN. Avant le réunion, les membres n'avaient pas atteint un consensus au sujet du classement de l'éléphant africain suivant les nouveaux critères mais, après de plus amples explications, un débat et des discussions, le Groupe s'est mis d'accord pour classer l'éléphant africain comme espèce en danger selon le critère A.l(b).

Le 9 février, le Groupe passa une résolution déclarant que le "GSEAf note avec inquiétude l'augmentation du braconnage au Parc National de la Garamba qui constitue une grave menace pour les derniers rhinos et les éléphants, et encourage le gouvernement du Zaïre et les donateurs internationaux de fournir le support nécessaire pour faire face à cette situation".

Enfin, et ce n'était pas le moins important, les membres du GSEAf ont discuté du rapport Quatre ans aprês / 'interdiction par la CITES: la Massacre Illégal des Eléphants, le Trafic et les Stocks d'Ivoire, à deux reprises pendant la semaine. Le but de ces sessions était de permettre aux membres du GESAf d'exprimer leur point de vue sur le rapport face à la controverse largement publiée tant à l'intérieur qu'en dehors du Groupe et d'arriver à une entente mutuelle pour aller de l'avant. En résumé, les membres présents à la réunion ont accepté par concensus de rectifier dans toutes les copies restantes l'omission accidentelle de la "négation" standard de l'UICN dans le rapport original. Le GSEAf s'est aussi accordé à réaffirmer l'intégrité professionnelle des auteurs et à trouver que la nature personnelle de certaine critiques était aussi injuste qu'inacceptable.

La Banque de Données sur l'éléphant Africain (BDEA)

La Banque de Données sur l'Eléphant Africain 1995 (Said, Chunge, Thouless, Craig, Barnes et Dublin, 1995) remise à jour, a été complétée et distribuée avant la réunion du GSEAf. En général, elle a reçu une réponse positive. La nouvelle méthode de classification des estimations d'éléphants, répartie entre Certain, Probable, Possible et Spéculative, a été considérée comme une tentative objective et complète de présenter les données en fonction de leur qualité. Le GSEAf s'est assuré le financement de la BDEA pour trois années supplémentaires. La prochaine étape, qui peut impliquer plus d'analyses et de modèles de prédiction, commencera en mai 1996 sous la coordination d'un nouveau gestionnaire de la banque de données basé au bureau de Nairobi. La collaboration entre le GSEAf et la Banque de Données des Informations sur les Ressources mondiales du Programme des Nations unies pour l'Environnement est un avantage certain pour le projet, et la collaboration étroite augure bien de Ia phase suivante.

Nouveau Bureau du GSEAf pour l'Afrique Occidentale et Centrale

Le nouveau bureau du GSEAf au Cameroun est devenu une réalité en octobre 1995, avec la nomination de Lamine Sebogo, du Burkina Faso, au poste de responsable du programme. Après un passage au bureau du projet WWF à Douala, Lamine est parti à Yaoundé où il a été bien accueilli dans un bureau du projet UICN. Les membres d'Afrique occidentale et centrale sont priés de se mettre en rapport directement avec Lamine et d'aider le GSEAf à classer par ordre de priorité les sujets de préoccupation concernant la conservation de l'éléphant d'Afrique dans leur région.

Projets

Au cours des derniers mois, le GSEAf a pu fournir un support financier à deux nouveaux projets: un en Afrique de l'Est où l'argent va permettre la poursuite du radiotracking à long terme des éléphants du district de Laikipia, au Kenya, et l'autre en Afrique de l'Ouest, où un financement est attribué à une étude transfrontière des éléphants du nord du Ghana et du sud de Togo. II a aussi pu donner des conseils techniques pour un certain nombre de propositions qui avaient été envoyées au bureau du GSEAf à Nairobi. Parmi elles, une proposition pour une recherche commune sur la population d'éléphants du nord-ouest de 1'Ethiopie et du sud-ouest de 1'Erythrée s'est vu depuis offrir un financement par un donateur.

Donateurs

Aucune des activités du GSEAf - la réunion, la BDEA, le nouveau bureau, le support aux initiatives individuelles de recherche, *Pachyderm*, ou le bon fonctionnement quotidien du Secrétariat à Nairobi - ne serait possible sans le soutien généreux de nos donateurs, à savoir le Département Américain de la Pêche et de la Faune sauvage, la Commission Européenne, le Fonds mondial pour la nature, le

Département Britannique de l'Environnement et la Fondation Sir Peter Scott. Nous espérons que nous continuerons à recevoir leur support et que l'année qui vient sera productive.

Enfin, comme nous nous approchons de la fin d'un autre terme de trois ans pour l'UICN, les projets sont déjà bien avancés à Gland et à Chicago, pour la prochaine réunion de la CSE et le Congrés mondial pour la conservation qui aura lieu à Montréal, au Canada en octobre 1996. Pour permettre au Secrétariat de traiter vos sujets de préoccupation et de continuer à faire progresser le GSEAf vers ses objectifs, les membres son invités à nous envoyer leurs suggestions pour les activités futures, pour le fonctionnement et la direction du GSEAf au long des trois prochaines années.

